

# ***Mineurs trans : des groupuscules conservateurs passent à l'offensive***

*Après la prétendue « théorie du genre », le mariage pour tous et la PMA, c'est la transidentité des mineurs qui attise une nouvelle panique morale en France. En 2021, plusieurs collectifs se sont fédérés autour de cette question et tentent d'influencer médecins et politiques dans leurs décisions.*

*« Le ministère de l'éducation nationale a pris connaissance du texte de l'appel et le soutient. »*  
C'est ce qu'affirmait la psychanalyste Céline Masson dans une interview du numéro 928 de la revue [Lacan Quotidien](#) en avril 2021, à propos du texte fondateur d'un collectif qu'elle avait cofondé quelques mois plus tôt : l'« Observatoire des discours idéologiques sur l'enfant et l'adolescent », aussi appelé l'« Observatoire de la petite sirène ».

Cet [appel](#) prenait pour exemple le documentaire de Sébastien Lifshitz, [Petite fille](#), pour « alerter les politiques » sur le « phénomène » de la transidentité chez les mineur·es et ses « conséquences médicales irréversibles sur le corps de l'enfant ».

Un mois plus tard, le 17 mai 2021, devait paraître un vade-mecum sur l'accueil des élèves transgenres à l'école. « *Et puis, du côté de l'éducation nationale, rien* », s'exaspérait le député LREM [Raphaël Gérard](#) le 9 juin 2021, en interpellant Jean-Michel Blanquer.

Cette circulaire a finalement été publiée plus de quatre mois plus tard, vidée d'une partie de sa substance. Le terme « autodétermination », désignant la possibilité pour un·e jeune trans de choisir ses pronoms et prénoms, n'y apparaissait plus.

Quelques jours plus tôt, l'Observatoire de la petite sirène se fendait d'une tribune dénonçant justement ce principe : « *Au nom de l'“autodétermination” - véritable slogan qui séduit tous les progressistes - je suis libre de choisir le corps que je veux - des enfants et des adolescents sont convaincus qu'ils peuvent changer de sexe à l'aide de traitements hormonaux voire de chirurgies mutilantes* », pouvait-on y lire.

Contactée, Céline Masson déclare que l'Observatoire de la petite sirène a été reçu « à plusieurs reprises » par les services de Jean-Michel Blanquer : « *Nous nous sommes fait connaître dans la presse donc le ministère a souhaité nous entendre sur ce qui se passait.* »

Sollicité sur ce point, le ministère de l'éducation nationale répond qu'« *aucun contact n'a été établi* » avec l'Observatoire dans le cadre de la circulaire et que celui-ci « *n'est pas connu des services du ministère : le collectif ne bénéficie ni d'un patronage, ni d'un agrément et n'est pas subventionné* ».

Celui-ci ajoute toutefois : « *Céline Masson est une interlocutrice du cabinet du ministère en raison de ses fonctions dans le Réseau de recherche sur le racisme et l'antisémitisme (RRA). Elle a eu l'occasion de présenter les travaux qu'elle mène dans le cadre de l'Observatoire. Le ministre a*

partagé les réflexions et le constat de l'Observatoire sur l'impact des pratiques médicales sur les enfants et les adolescents et les risques d'abus. »

Au sein des associations de personnes concernées, ces nombreuses offensives inquiètent, alors que la visibilité des personnes trans s'accompagne d'une hausse des violences transphobes.

« En 2021, la transphobie a été le seul type de LGBTIphobie pour lequel SOS homophobie a eu une augmentation de témoignages comparé à l'année précédente », met en avant le [rapport annuel de l'association](#), rendu public ce 17 mai, à l'occasion de la journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Celui-ci [ajoute](#) par ailleurs : « Avec 179 situations de violences signalées, la transphobie touche davantage de victimes mineures (16 % des cas), particulièrement vulnérables. »



Lors de la marche ExisTransInter, à Paris, le 14 mai 2022. © Photo Estelle Ruiz / Hans Lucas via AFP

## Des membres proches de La Manif pour tous

À l'origine de l'Observatoire de la petite sirène, les psychanalystes Céline Masson et Caroline Eliacheff se définissent elles-mêmes comme des « lanceuses d'alerte ». En février 2021, elles publiaient un premier « appel », envoyé notamment via une liste de diffusion du psychiatre Patrick Landman, qui rassemble « tout le gratin de la psychanalyse, des parents d'autistes, des psychiatres, des neuroscientifiques, des journalistes... ».

Cinq cents personnes en tout, selon son détenteur, qui n'a toutefois pas signé cet appel. « Je n'étais pas contre tout ce qu'il racontait, mais c'est un positionnement que je trouvais un peu extrémiste, plutôt culturel, politique, idéologique, et j'avais peur que ce soit trop loin de la pratique clinique. Il

*me semble qu'ils n'ont pas vérifié tout ce qu'ils disent, en particulier sur la dérive qu'il y aurait en France », explique Patrick Landman.*

Parmi les membres du « groupe de travail de l'Observatoire » ayant conçu ce document figurent notamment Olivia Sarton, directrice scientifique de Juristes pour l'enfance, proche de La Manif pour tous, qui s'était positionnée [contre la PMA pour toutes](#), ou encore la neurochirurgienne Anne-Laure Boch, qui est notamment intervenue lors d'[une manifestation du collectif « Marchons enfants »](#) en [octobre 2019](#).

Aude Mirkovic, directrice juridique de Juristes pour l'enfance, très investie dans La Manif pour tous, apparaissait également comme membre de ce groupe [dans l'appel envoyé initialement](#), mais a disparu de [la liste](#) figurant aujourd'hui sur le site du collectif. « *Elle ne fait pas du tout partie de l'Observatoire, nous n'avons pas de liens avec elle* », rétorque Céline Masson, qui assure par ailleurs n'avoir pas non plus de liens avec Juristes pour l'enfance ou avec La Manif pour tous.

Il y a une continuité assez évidente entre La Manif pour tous, les mouvements anti-genre qu'on a eus en 2014-2015 et le mouvement actuel.

Constance Lefebvre, du collectif « Toutes des femmes »

D'autres noms interrogent néanmoins parmi les membres de l'Observatoire : le sociologue Smaïn Laacher y est présenté comme [membre du conseil scientifique](#), alors qu'il est par ailleurs également président du conseil scientifique de la Dilcrah (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT).

« *Pour ce qui concerne la délégation, nous n'avons pas entendu/reçu l'Observatoire, pas plus que nous n'avons été conviés à ses travaux. J'ajoute qu'aucune des séances de travail du conseil scientifique de la Dilcrah n'a été l'occasion d'échanges avec cet observatoire* », assure Sophie Elizéon, préfète à la tête de la Dilcrah. Pour le reste, elle nous invite à nous rapprocher de Smaïn Laacher. Ce dernier n'a pas répondu à nos sollicitations.

« *Il y a une continuité assez évidente entre La Manif pour tous, les mouvements anti-genre qu'on a eus en 2014-2015 et le mouvement actuel qui s'appuie sur les mêmes idées. Et puis en fait, on voit que c'est en partie les mêmes personnes* », analyse Constance Lefebvre, du collectif « Toutes des femmes ».

De La Manif pour tous à l'Observatoire, on retrouve ainsi le même discours sur la [« protection de l'enfant »](#). Les mêmes récusations d'homophobie, tout en refusant d'accorder des droits aux couples homosexuels, ou de transphobie, tout en refusant l'autodétermination aux personnes trans. Et cette même volonté de peser dans le débat, qu'il soit médiatique, politique ou médical.



Céline Masson et Caroline Eliacheff. © Captures d'écran du site Observatoire de la petite sirène

Outre les nombreuses tribunes publiées par l'Observatoire de la petite sirène, les livres à ce sujet se sont multipliés ces derniers mois, parmi lesquels *La Fabrique de l'enfant transgenre* de Céline Masson et Caroline Eliacheff, ou la récente traduction de *Domages irréversibles*, de l'Américaine Abigail Shrier, préfacée par le philosophe Jean-François Braunstein, également [signataire](#) de l'appel de l'Observatoire de la petite sirène.

Ce guide propose une approche psychothérapeutique qui soutient la personne dans l'acceptation de son sexe biologique.

Extrait d'un guide recommandé par l'Observatoire de la petite sirène

Dans un courrier adressé à plusieurs députés et sénateurs au moment des discussions sur l'interdiction des thérapies de conversion (qui visent à imposer l'hétérosexualité aux personnes LGBT+), l'Observatoire de la petite sirène leur demandait explicitement « *de supprimer dans la proposition de loi toute référence à l'identité de genre* », tout en condamnant « *sans ambiguïté les pratiques de conversion* ».

Sur son site, l'Observatoire renvoie pourtant à des [« ressources »](#) pouvant prêter à confusion. « *Ce guide propose une approche psychothérapeutique qui soutient la personne dans l'acceptation de son sexe biologique comme le traitement de première intention le plus adapté aux jeunes qui présentent des souffrances liées au genre* », peut-on lire dans le [« Guide pour les psy et conseillers »](#), émanant d'un groupe nommé Genspect, traduit de l'anglais par « *les parents du groupe français Ypomoni* ».

Ce dernier collectif, lancé à l'automne dernier par Camille Lebreton (nom d'emprunt), entend aussi peser dans le débat politique. Sa créatrice, qui se présente comme « *femme de gauche, féministe matérialiste, scientifique* », raconte avoir créé Ypomoni qui regrouperait plus de 60 familles, après avoir appris, en juin dernier, que sa fille « *de même pas 16 ans voulait faire une transition* ».

Face à des enfants « *en souffrance psychique* », la transidentité serait selon elle la mauvaise réponse à des « *symptômes culturels* ». « *Je ne suis pas favorable à des transitions médicales avant*

25 ans », précise même la fondatrice d'Ypomoni, qui pointe une « *contagion sociale* » chez les jeunes.

À lire aussi [Agnès Condat et David Cohen dans le service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent de La Pitié-Salpêtrière à Paris en mars 2022. Comment les mineurs trans sont pris en charge : face à la désinformation, des médecins racontent](#)

4 avril 2022

Elle reprend ainsi, comme l'Observatoire, la théorie du « *rapid-onset gender dysphoria* » (ROGD), ou « manifestation subite de dysphorie de genre chez les adolescents et les jeunes adultes », qui serait causée par l'influence des pairs et les réseaux sociaux. Or l'étude qui en est à l'origine, conçue en 2018 par la chercheuse Lisa Littman de l'université Brown, aux États-Unis, a fait l'objet de [nombreuses critiques scientifiques](#), au point que la revue *Plos One* en a publié par la suite une seconde version corrigée en s'excusant.

Comme l'Observatoire de la petite sirène, Ypomoni a tenté d'influencer la proposition de loi interdisant les thérapies de conversion, notamment par l'envoi d'un courrier aux sénateurs en novembre 2021. « *Moi je pense que j'ai écrit à tous les députés et tous les sénateurs. Je dois avouer que j'y ai passé mes nuits* », reconnaît Camille Lebreton.

Sur ses réseaux sociaux, Ypomoni diffuse de nombreux témoignages de personnes anonymes disant vouloir détransitionner, et affiche notamment parmi ses soutiens des groupes « [Terf](#) » (« *Trans-exclusionary radical feminist* », soit des militantes féministes rejetant les personnes trans, et considérant que les femmes trans ne sont pas des femmes).

Comme Céline Masson ou Caroline Eliacheff, Camille Lebreton se défend de toute LGBTphobie : « *On n'est pas transphobes, on essaie juste d'éviter le scandale médical du siècle* », lance-t-elle.

## Des taux de regrets « faibles »

« *Ils opposent des arguments de vie, mais qui sont déclaratifs. Nous n'avons pas la preuve que ces expériences existent, et quand on regarde la revue de la littérature, y compris qualitative, bizarrement, elle ne fait pas remonter, ou très marginalement, les craintes et oppositions que les expériences d'Ypomoni pourraient relever* », observe le sociologue spécialiste des questions de genre Arnaud Alessandrin.

Si le nombre de demandes de transitions médicales a en effet augmenté, celui-ci ne présente rien d'alarmant. Selon [un rapport](#) de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) remis au ministre Olivier Véran en janvier, « *le nombre de bénéficiaires de l'ALD [affection de longue durée– ndlr] au titre d'un diagnostic de transidentité ou dysphorie de genre a fortement augmenté depuis 10 ans, tout en restant relativement modeste : 9 000 personnes sont concernées en 2020 dont 3 300 admises dans l'année (soit 10 fois plus d'admissions qu'en 2013 selon la Cnam)* ».

Parmi ces demandes, le nombre de mineur·es connu·es est inférieur à 3,5 % : « *Les chiffres de la Cnam font ressortir 294 bénéficiaires de l'ALD de moins de 18 ans en 2020 (8 en 2013), ce qui ne rend compte probablement que très partiellement du nombre réel de mineurs suivis* », est-il écrit.

Concernant la prétendue explosion des détransitions, qui reste peu documentée scientifiquement, le rapport cite les standards de soins élaborés par la WPATH, l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres. « *Les taux de regret constatés sur la période de suivi sont*



*faibles* », note-t-elle. Plus globalement, elle conclut : « *La base de preuve émergente indique une amélioration générale dans les vies des adolescents trans qui, après une évaluation soigneuse, reçoivent un traitement médical d'affirmation de genre adapté.* »

Le nombre de collectifs est de plus en plus important. Je n'ai pas connu ça depuis le mariage pour tous.

Arnaud Alessandrin, sociologue

Claire Vandendriessche, cosecrétaire générale du ReST, Réseau de santé trans, et trésorière de l'association Acceptess-T, y perçoit « *les mêmes tactiques que celles utilisées contre l'avortement* ». « *Les paroles de personnes qui regrettent des transitions sont utilisées de la même manière que celles de femmes regrettant d'avoir avorté pour légiférer contre l'IVG* », analyse-t-elle.

Elle y voit par ailleurs une continuité avec [la Sofect](#), la Société française d'études et de prise en charge de la transidentité. Cette « société savante », dont les personnes concernées dénonçaient les agissements et le monopole, a fermé ses portes pour devenir Trans-Santé en 2021. « *Son but était de réguler le "phénomène trans" et les personnes qui transgressent les normes de genre. Depuis la loi 2016 qui démedicalise le changement d'état civil, ce verrou a sauté* », fait-elle observer. Laissant ainsi le champ libre à une autre forme de « régulation » des transidentités.

À lire aussi [« Thérapies de conversion » : bientôt une loi d'interdiction](#)

30 septembre 2021

Comme d'autres, Arnaud Alessandrin affirme avoir été contacté à plusieurs reprises par Ypomoni, ou encore par SOS Éducation, qui partage [les mêmes revendications](#) et qui organisait, en mars 2022, [une conférence](#) avec Caroline Eliacheff et Céline Masson.

« *J'ai le sentiment d'être épié. Chaque geste donne lieu à un commentaire de ces collectifs. D'autre part, j'ai l'impression d'être plus encerclé qu'avant car le nombre de collectifs est de plus en plus important. Je n'ai pas connu ça depuis le mariage pour tous* », alerte le sociologue.

Un médecin réalisant des chirurgies sur des personnes trans, qui souhaite rester anonyme, assure à Mediapart avoir également été approché par Ypomoni. « *J'ai d'abord été contacté par une femme se présentant comme la mère d'une de mes patientes, me disant qu'il ne fallait pas opérer son enfant qui était dans le cadre d'une transition. Elle a dit qu'elle était militante, qu'elle faisait partie d'Ypomoni et que j'allais avoir un mail de l'association dont elle était membre.* »

À la même période, en septembre 2021, le chirurgien raconte avoir reçu des menaces via des appels anonymes dont il n'a pas pu remonter la trace, ainsi qu'un courrier, lui aussi anonyme, que nous avons pu consulter. Sa conclusion : « *Soyez maudits tous ceux qui détruisez la vie de nos enfants et la nôtre évidemment !* » En octobre dernier, le chirurgien a déposé deux plaintes, notamment pour « appels téléphoniques malveillants réitérés », ainsi que pour une effraction de son bureau survenue dans le même mois.

## **« L'Observatoire a remporté une victoire idéologique »**

Si elles ne sont pas nouvelles, ces offensives autour de la prise en charge des mineur·es trans ont pris un tournant inédit ces derniers mois, y compris chez nos voisins. En [août 2021](#), une association suisse fondée selon son site par les parents d'une jeune personne trans, lançait également [un appel](#). L'AMQG (Association pour une approche mesurée des questionnements de genre chez les jeunes),

dont s'inspire Ypomoni, incitait au « *respect du principe de précaution* » concernant la « *prise en charge médicale des jeunes en questionnement de genre* ».

Un argumentaire visiblement entendu en France, comme le déplore le député Raphaël Gérard : « *Je dois admettre que l'Observatoire de la petite sirène a remporté une victoire idéologique au Sénat, dans la mesure où ils ont réussi à convaincre les sénateurs de voter un "principe de précaution" qui peut brouiller l'interprétation de ce qu'est une thérapie de conversion et de ce qu'est l'objet de la prise en charge médicale des personnes trans.* »

« *Là, on a démarré une étude clinique qui concerne les mineurs transgenres* », déclare de son côté Céline Masson, qui annonce que le collectif de l'Observatoire de la petite sirène s'est fédéré en association. Jusqu'à présent, il est néanmoins précisé sur sa page d'[appel à dons](#) que ce dernier est « *adossé à l'Institut contemporain de l'enfance* ». Ce que ce dernier réfute.

« *On leur a proposé une sorte d'hébergement, comme on fait avec bien d'autres, pour les faire connaître, même si on n'est pas complètement d'accord. Eux se sont un peu emparés de cette idée-là en disant qu'ils étaient adossés à l'institut, mais on a été obligés de les reprendre sur ça* », rapporte Christine Ascoli-Bouin, directrice stratégique et clinique de l'ICE.

Le 10 mai, aucune association portant le nom d'« Observatoire de la petite sirène » ou d'« Observatoire des discours idéologiques sur l'enfant et l'adolescent » n'était encore connue des services de la préfecture de police.

[Rozenn Le Carboulec](#)